



Armes de Thorame-Basse

*Le sinople à un château d'or,
bâti au pied et à senestre
d'une montagne d'argent*

MAIRIE DE THORAME-BASSE

AGEDI Dépôt Sous-Préfecture de CASTELLANE
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 21/08/2025 004-210402186-20250821-DM_2025_07-AU

☎ : 04.92.83.92.97

Mèl : mairie.thoramebasse@orange.fr

☎ : 04.92.83.42.02

DECISION DU MAIRE N°08-2025

Objet : Désignation d'un cabinet d'avocat et décision de défendre dans les intérêts de la Commune

Le Maire de la Commune de Thorame-Basse,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2122- 22 et 2122-23 ;

Vu la délibération n° 2020-025 du 3 juillet 2020 ;

Vu la requête introductive d'instance n°2510081-11, présentée par Monsieur LIAUTAUD devant le tribunal administratif de Marseille ;

Considérant la nécessité de défendre la commune dans les actions intentées contre elle ;

Considérant la nécessité de défendre la commune au titre des décisions prises par Monsieur le Maire, dans l'exercice des compétences qui lui sont reconnues par la loi ;

DECIDE

Article 1 :

- de défendre à l'instance susmentionnée ;
- désigne la SELARL APA&C, représentée par Maître Philippe NEVEU, à l'effet de représenter la Commune.

Article 2 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le maire de Thorame-Basse et ou d'un recours contentieux dans un délai de 2 mois à côté de son affichage, de sa publication ou notification, de sa transmission au contrôle de légalité en vertu de l'article R 421-1 du code de justice administrative. Le recours doit être introduit auprès du tribunal administratif de Marseille, par courrier, dépôt ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr).

Pour extrait conforme certifié par le maire qui transmet à Monsieur le Préfet conformément à l'article L.2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Fait à Thorame-Basse, le 21 août 2025

Le Maire,



Bruno BICHON